

En 2018, la consommation de **soins de dentistes** (consultations de chirurgiens-dentistes, soins prothétiques, prothèses, détartrage, etc.) s'élève à 11,4 milliards d'euros (*tableau 1*). Celle-ci est légèrement moins dynamique qu'en 2017 (+1,4 % de croissance en valeur, contre +1,8 % un an plus tôt) en raison principalement d'un ralentissement des volumes de soins (+0,7 %, après +1,3 % en 2017). Néanmoins, la dynamique réelle de la dépense de soins de dentistes est difficile à appréhender du fait de la difficulté à mesurer finement les soins non remboursables (*encadré*).

Les soins de dentistes représentent 5,6 % de la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) en 2018 et contribuent à hauteur de 0,1 point à la croissance de cet agrégat.

Entre 2009 et 2018, la consommation de soins de dentistes a progressé de 1,9 % environ chaque année. Plusieurs mesures d'augmentation des tarifs ont eu lieu en 2013 et 2014 notamment la revalorisation de l'examen de prévention bucco-dentaire (de 25 à 30 euros en février 2013) et le passage du tarif de la consultation de 20 à 23 euros. La revalorisation de certains soins conservateurs et chirurgicaux et la mise en place de la classification commune des actes médicaux (CCAM), entrées en vigueur en juin 2014, ont porté les prix en 2014 et 2015. Depuis trois ans, l'indice des prix augmente un peu plus faiblement (+0,7 % en 2018 après +0,5 % en 2017 et +0,7 % en 2016).

### Les dépassements représentent plus de 50 % des honoraires des chirurgiens-dentistes depuis 2009

Les soins remboursables des dentistes sont composés en majorité de soins conservateurs (détartrage, traitement d'une carie, dévitalisation etc.) : ils représentent 51 % du nombre total d'actes en 2018 (*graphique 1*). Viennent ensuite les radiographies, qui représentent 19 % des actes, les consultations et visites (11 %), les prothèses (10 %), les actes de chirurgie (5 %) et enfin l'orthodontie (4 %). La répartition serait différente pour l'ensemble des soins facturés, remboursables ou pas.

Parmi les soins remboursables, les dépassements d'honoraires dentaires (par rapport aux tarifs opposables) sont concentrés sur les prothèses et actes d'orthodontie, seuls actes dentaires remboursables pour lesquels ils sont autorisés. Depuis 2009, ils augmentent en moyenne d'un peu plus de 1,8 % par an (contre un peu moins de 1,8 % pour les honoraires annuels moyens) ; entre 2001 et 2008, leur progression était plus rapide (5,1 % par an en moyenne) et également supérieure à celle des honoraires annuels moyens (4,2 %).

Du fait de ce différentiel de croissance, les dépassements représentent plus de 50 % des honoraires dentaires totaux depuis 2009 (*graphique 2*). La réforme « 100 % santé » dentaire continue son déploiement et entérine le plafonnement des prix des prothèses décidé en 2018 en contrepartie d'une revalorisation progressive des soins

bucco-dentaires fréquents (par exemple : le traitement des caries).

### Une profession très majoritairement libérale

Dans le répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS), 42 525 chirurgiens-dentistes sont recensés en France (*tableau 2*), dont 998 dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) en 2018. Les effectifs augmentent en moyenne de 0,7 % par an depuis 2011 en raison de l'élargissement progressif du *numerus clausus*, passé de 930 par an au milieu des années 2000 à près de 1 200 depuis 2012.

L'augmentation des effectifs de dentistes est imputable aux salariés, en forte progression depuis 2011 (+5,0 % par an en moyenne depuis 2011). Pour autant, l'essentiel des effectifs de chirurgiens-dentistes (87,4 %) reste constitué de libéraux. Ces effectifs libéraux sont stables pour la période 2011-2017 (+0,1 % par an en moyenne). Bien que cette profession reste l'une des professions de santé les moins féminisées, le taux de féminisation progresse : il est passé de 36,6 % en 2007 à 45,6 % en 2018. Surtout, 58,6 % des chirurgiens-dentistes de moins de 30 ans sont des femmes en 2018 (*graphique 3*).

Dans un contexte de libre installation sur le territoire national, les écarts de densité entre le nord et le sud du pays sont significatifs (*carte 1*). En 2018, la densité moyenne de chirurgiens-dentistes atteint 63,2 pour 100 000 habitants. Elle est supérieure à 70 pour 100 000 en Île-de-France et dans les régions du sud (PACA, Occitanie et Corse), tandis qu'elle est inférieure à 40 pour 100 000 en Guyane et à Mayotte.

### Tarification des soins de dentistes

Trois modes de tarification des soins dentaires coexistent :

- les consultations et les soins préventifs et conservateurs sont facturés au tarif opposable et pris en charge à 70 % par l'assurance maladie obligatoire (AMO). Les dépassements ne sont pas autorisés sur ces types de soins ;

- les soins prothétiques et ceux d'orthodontie commencés avant le 16<sup>e</sup> anniversaire du patient sont facturés le plus souvent avec dépassements. L'AMO prend en charge 70 % du tarif opposable ;

- les soins de parodontologie, d'implantologie et ceux d'orthodontie débutés après 16 ans font l'objet d'honoraires totalement libres. Ces actes ne sont ni inscrits dans la CCAM, ni remboursés par l'AMO. Ils sont cependant partiellement pris en charge par certains organismes complémentaires.

Cette dernière catégorie de soins non remboursables se développe. Ils sont très mal mesurés par la statistique publique, en raison de leur non-inscription dans la CCAM. En conséquence, leur estimation dans les comptes de la santé est fragile.

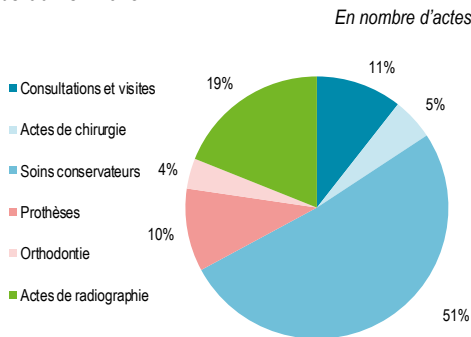
**Tableau 1** Consommation de soins de dentistes

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Consommation totale</b> (en millions €)	<b>9 660</b>	<b>9 992</b>	<b>10 280</b>	<b>10 480</b>	<b>10 595</b>	<b>10 584</b>	<b>10 757</b>	<b>11 079</b>	<b>11 276</b>	<b>11 435</b>
Valeur	1,6	3,4	2,9	1,9	1,1	-0,1	1,6	3,0	1,8	1,4
Évolution (en %)										
Prix	1,2	1,2	1,1	0,9	0,8	1,1	0,9	0,7	0,5	0,7
Volume	0,4	2,2	1,8	1,0	0,2	-1,2	0,8	2,2	1,3	0,7

**Note** > Les rémunérations perçues par les chirurgiens-dentistes au titre de l'option démographie représentent moins de 1 million d'euros en 2018. Elles sont retracées dans le poste « contrats et autres soins » (voir annexe tableaux détaillés).

**Sources** > DREES, comptes de la santé ; Insee pour l'indice des prix à la consommation.

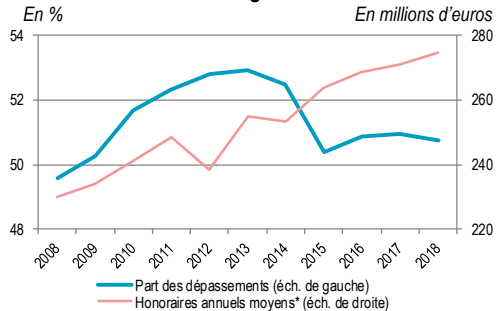
**Graphique 1** Répartition des actes dentaires libéraux en 2018



**Champ** > Soins de dentistes remboursables et actes de radiographie pratiqués par les chirurgiens-dentistes, France.

**Source** > CNAM.

**Graphique 2** Honoraires annuels moyens et part des dépassements dans l'ensemble des honoraires des chirurgiens-dentistes



\* Praticiens actifs à part entière (ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année).

**Champ** > Soins de dentistes remboursables, France.

**Source** > CNAM.

**Tableau 2** Effectifs de chirurgiens-dentistes par mode d'exercice

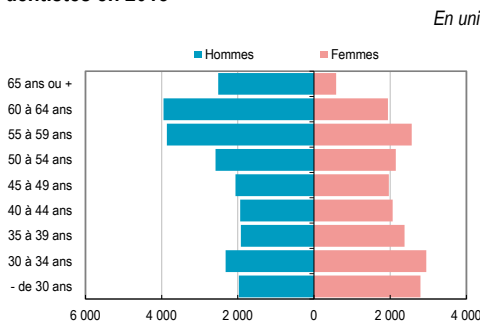
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-2018	Structure 2018 (%)
<b>Ensemble des chir. dentistes</b>	<b>40 930</b>	<b>40 941</b>	<b>40 599</b>	<b>40 833</b>	<b>41 186</b>	<b>41 495</b>	<b>41 788</b>	<b>42 197</b>	<b>42 348</b>	<b>42 525</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>
Dentistes libéraux	37 078	36 976	36 809	36 906	37 053	37 013	37 196	37 356	37 308	37 188	-0,3	87,4
Dentistes salariés	3 766	3 906	3 790	3 927	4 133	4 482	4 592	4 841	5 040	5 337	5,9	12,6
dont salariés hospitaliers	465	478	360	403	455	635	639	652	703	715	1,7	1,7

**Note** > Le changement de répertoire en 2011 (passage d'Adeli au RPPS) améliore la qualité du recensement mais crée une rupture de série ; de ce fait, l'évolution 2010-2011 ne peut être analysée.

**Champ** > France.

**Sources** > DREES, Adeli 2009-2011 pour les années 2009-2010, RPPS 2012-2019 pour les années 2011-2018.

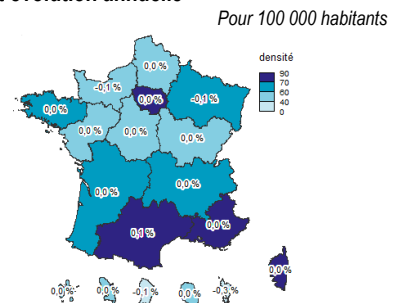
**Graphique 3** Répartition des chirurgiens-dentistes en 2018



**Champ** > France, tous modes d'exercice confondus.

**Source** > DREES, RPPS 2019.

**Carte 1** Densité de chirurgiens-dentistes en 2018 et évolution annuelle



**Lecture** > En 2018, la densité de chirurgiens-dentistes en Île-de-France est comprise entre 70 et 90 pour 100 000 habitants, stable (0,0%) sur un an.

**Champ** > Tous modes d'exercice confondus.

**Sources** > DREES, RPPS 2019 ; Insee pour la population.